

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 12/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EOLIENNES de Gréneville SAS**

27 quai de la Fontaine  
30900 St Cesaire

Références : 568/2025  
Code AIOT : 0010011553

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement EOLIENNES de Gréneville SAS implanté Lieu-dit Le Moulin de Pierre Lieu-dit Le Gros Buisson 45480 Greneville-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLIENNES de Gréneville SAS
- Lieu-dit Le Moulin de Pierre Lieu-dit Le Gros Buisson 45480 Greneville-en-Beauce
- Code AIOT : 0010011553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Greneville en Beauce est une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent comprenant 8 aérogénérateurs.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Point 4. Voies d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Point 1bis. Suivi environnemental et biodiversité	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Point 14. Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 25/06/2025, article R. 512-69	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Respect du bridage	Arrêté Préfectoral du 22/08/2022, article 2	/	Sans objet
8	Propreté intérieure des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
9	Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
10	Conformité balisage navigation aérienne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
11	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
12	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Point 4. Voies d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Constat de la visite précédente : La voie d'accès en périphérie de l'éolienne E1 n'est pas praticable à cause de la pratique agricole.</i></p> <p>L'exploitant indique rencontrer des difficultés pour assurer l'entretien des voies d'accès carrossables, l'accord foncier qui permettait cet entretien n'ayant plus cours. Il précise être en échange avec la maire de Greneville en vue de la conclusion d'un nouvel accord.</p> <p>L'exploitant explique qu'il est en charge de la fourniture du gravier nécessaire à l'entretien des chemins d'accès. Par courriel du 2 décembre 2025, il a transmis une capture d'écran d'un échange avec la mairie de Greneville. Dans ce courriel, daté du 13 octobre 2025, la mairie indique être favorable à la fourniture annuelle de gravats par le parc éolien. Elle précise qu'un épandage de ces gravats, ainsi que leur compactage, seraient réalisés tous les deux ou trois ans et pris en charge par le porteur du projet éolien.</p> <p>La mairie se déclare également favorable à la mise à disposition de la lame de la commune aux agriculteurs exploitant les parcelles sur lesquelles sont implantées les éoliennes afin de réaliser les travaux. Le maire précise enfin qu'il serait préférable de conclure une convention avec les exploitants agricoles plutôt qu'avec la commune.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate une dégradation importante des voies d'accès, notamment entre les éoliennes E5 et E6, imputable au passage d'engins agricoles. La forte activité liée à la récolte des betteraves, combinée à des conditions météorologiques défavorables, ont constitué des facteurs aggravants.</p> <p>L'exploitant indique que les agriculteurs exploitant les parcelles sur lesquelles sont implantées les éoliennes respectent l'intégrité des aires de maintenance, mais que celles-ci sont également utilisées de manière inappropriée par d'autres utilisateurs.</p> <p><b>Constat : le jour de l'inspection, certaines voies carrossables, notamment entre les éoliennes E5 et E6, ne sont pas correctement entretenues. Dans l'attente de la conclusion d'une convention d'entretien entre l'exploitant et la commune ou les exploitants agricoles concernés, l'écart est maintenu.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Constat de la visite précédente : le contrôle de l'ensemble des brides de fixation ne respecte pas la périodicité imposée.</i></p> <p>Par courriers des 4 octobre 2023 et 16 février 2024, l'exploitant a répondu à l'inspection des installations classées concernant l'écart visé.</p> <p>Par lettre de suite du 6 novembre 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant de compléter sa réponse en précisant la méthode prescrite pour le suivi des brides dans le cadre du protocole de maintenance.</p> <p>L'exploitant a apporté les compléments demandés par courrier en date du 6 décembre 2024.</p> <p><b>Constat : l'écart ainsi que la mise en demeure associée sont levés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 : Point 1bis. Suivi environnemental et biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence de passages pour le suivi de mortalité
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant effectue un suivi de mortalité comprenant deux passages par semaine du 1er août au 30 septembre, l'année de notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant effectue un suivi de mortalité comprenant à compter de l'année suivant celle de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• a minima, un passage par semaine du 1er mai au 31 juillet et du 1er octobre au 31 octobre ;</li> <li>• a minima, deux passages par semaine du 1er août au 30 septembre.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Constat de la visite précédente : Non respect du délai de début de suivi environnemental, le 15/05/23 au lieu du 01/05/2023. Cette date devra être respectée lors du prochain suivi environnemental.</i></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental pour l'année 2024. Ce rapport précise que le suivi environnemental a débuté le 14/05/2024 (S20) et non le 01/05/2024 (S18), comme prescrit. Le bureau d'études ayant réalisé ce suivi, la société Biotope, indique ne pas avoir eu connaissance de l'actualisation de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022, et par conséquent du changement des dates de début de suivi.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant est pleinement responsable du respect des prescriptions qui lui sont applicables et qu'il lui appartient d'informer le bureau d'études des exigences réglementaires en vigueur.</p> <p>Le rapport de suivi environnemental 2024 indique que, afin de se conformer à l'arrêté préfectoral, deux passages complémentaires ont été réalisés en 2025, au cours des semaines 18 et 19. Toutefois, ces passages ayant été réalisés hors protocole, ils n'ont pas été intégrés à l'analyse des résultats.</p> <p>Il est à noter que, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022, aucun suivi environnemental réalisé n'a respecté le délai de début de suivi.</p> <p><b>Constat : Le délai de début de suivi environnemental n'est toujours pas respecté. Dans l'attente du suivi environnemental 2026, l'écart est maintenu.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Suivi environnemental**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

#### **Constats :**

Le parc éolien a été mis en service en 2013.

Depuis 2018 les rapports de suivi de mortalité concluent à des impacts significatifs. En 2021, un bridage a été mis en place, dont les conditions de mise en œuvre ont été rendues opposables par arrêté préfectoral complémentaire du 27/05/2021, puis renforcées par arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022.

Tous les rapports de suivis environnementaux ont été transmis à la DREAL.

Le dernier rapport de suivi de mortalité a été réalisé par le bureau d'étude Biotope et est daté du 27 janvier 2025.

Dans le rapport sont bien présentes les données suivantes :

- le nombre d'individus morts retrouvés
- le type d'espèces si identifiable

Le rapport est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le Ministère.

Le rapport est conclusif, avec la présence d'un impact significatif pour les oiseaux. Le bureau d'étude indique que suivant l'arrêté du 27/05/2021, il faut poursuivre le suivi et la préservation de nichées de busards en 2025. Afin d'améliorer la compréhension de la mortalité significative observée chez les oiseaux au cours de l'année 2024, un bilan pluriannuel de la mortalité avifaune a été réalisé. Ce bilan porte sur les espèces retrouvées, les effectifs, les périodes de découverte, ainsi que sur une comparaison avec les parcs éoliens situés dans un rayon de 20 km.

À la suite des mortalités avérées et compte tenu des enjeux pour les trois espèces protégées les plus impactées — le Faucon crécerelle et la Buse variable en période diurne, ainsi que le Roitelet à triple bandeau en période nocturne — il est nécessaire de mettre en place un bridage de type "cut-in-speed".

Ce bridage sera appliqué :

- en période diurne, de début août à fin septembre, pour le Faucon crécerelle et la Buse variable ;
- en période nocturne, sur les mois de septembre et octobre, pour le Roitelet à triple bandeau.

Le parc fera l'objet d'un bridage de type "cut-in-speed " sur l'ensemble des éoliennes. Cette mesure consiste en la mise en drapeau des pales des éoliennes lorsque la vitesse du vent est inférieure au seuil de démarrage de la production d'électricité pour chaque éolienne.



Le bureau d'études précise qu'afin d'évaluer l'efficacité de la mesure "cut-in-speed" sur la période d'août à octobre, un suivi de type « suivi mortalité » sera mis en œuvre. Toutefois, ce suivi ne respectera pas le protocole national.

Pour les chiroptères, l'impact du parc est non significatif, au regard des résultats obtenus lors des suivis en 2024, il apparaît que le bridage en place est jugé comme satisfaisant.

Le rapport conclut qu'en l'absence de dispositifs efficaces permettant de réduire la mortalité des oiseaux de petite taille, il est nécessaire d'améliorer la connaissance de l'impact réel du parc sur les populations locales d'oiseaux. À ce titre, la réalisation d'une étude sur la dynamique des populations des espèces impactées, à l'aide de l'outil EOLPOP, est à envisager.

Dans ce contexte, la reconduction du suivi de mortalité pour les oiseaux sur l'année 2025 ne paraît pas nécessaire pour le bureau d'étude.

Au regard de la persistance d'un impact significatif du parc sur l'avifaune, et conformément à la prescription contrôlée, le suivi est renouvelé dans un délai de 12 mois lorsque le suivi précédent a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. Il convient donc de renouveler le suivi environnemental du parc en 2026 afin de constater l'efficacité du bridage type "cut-in-speed" mis en place, en complément de l'étude sur la dynamique des populations des espèces impactées, réalisée à l'aide de l'outil EOLPOP.

**Constat : Après avoir conclu à un impact significatif du parc sur l'avifaune, l'exploitant n'a pas proposé de renouveler le suivi environnemental du parc afin de constater l'efficacité du bridage type "cut-in-speed " mis en place.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 5 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données brutes

**Prescription contrôlée :**

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles

doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

**Constats :**

L'exploitant fournit les certificats DEPOBIO pour les suivis des années 2023 et 2024.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mortalité espèce protégée**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/06/2025, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Pour le suivi réalisé en 2024, a été constaté dans le rapport la mortalité des individus suivants : la Buse variable (1 individu), le Bruant proyer (3 individus), le Faucon crécerelle (2 individus), la Linotte mélodieuse (1 individu), le Martinet noir (2 individus), le Pigeon ramier (2 individus), le Pigeon biset domestique (1 individu) et le Roitelet à triple bandeau (1 individu). Ces espèces ont été découvertes entre le 14 mai et le 17 septembre 2024.

Les espèces de chauves-souris trouvées sont la Pipistrelle commune (1 individu) et la Pipistrelle pygmée (3 individus) entre le 28 mai et le 23 août 2024.

La Linotte mélodieuse a fait l'objet d'une fiche d'incidence en raison de son statut « vulnérable ». Les autres espèces ne nécessitaient pas de transmission d'une fiche d'incident en raison de leur statut.

L'exploitant fournit sa procédure « découverte cadavres avifaune ou chiroptères ». Elle contient les mesures permettant d'identifier les cadavres dans le cas où il aurait disparu avant l'arrivée du bureau d'étude (par une prise de photographie) et la protection du cadavre à l'aide d'une bâche fixée par des sardines avant récupération par le bureau d'étude. Elle stipule aussi d'informer la DREAL sous 48h depuis le jour de la découverte du cadavre. Cette procédure indique aussi les

délais d'intervention des bureaux d'études. Sur le terrain, l'inspection constate l'absence de cadavres au pied des éoliennes E2 et E3, E5 et E6.
<b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Respect du bridage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans le même temps, dès la notification du présent arrêté, un bridage consistant à l'arrêt des huit aérogénérateurs est mis en œuvre comme suit :  - du 1er juin au 31 octobre, de 1h avant le coucher du soleil à 1h après le lever du soleil, si la vitesse de vent est inférieure à 6m/s et la température est supérieure à 10°C (valeurs mesurées à hauteur de nacelle).  [...]  <b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a donné accès au SCADA des aérogénérateurs afin de vérifier la bonne mise en place du bridage. L'exploitant indique que les paramètres de bridage actuellement en place sur le parc sont ceux préconisés dans le suivi environnemental 2023, soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Du 01/06 au 31/10, d'une heure avant le coucher à une heure après le lever du soleil, pour des températures supérieures ou égales à 10°C et des vitesses de vents inférieures ou égales à 6m/s ;</li> </ul> Par sondage, l'inspection a vérifié si le bridage était en place aux dates suivantes : le 14 juillet 2025, le 26 août 2025 et le 30 septembre 2025. Le bridage est bien en place pour ces trois dates, avec tous les paramètres requis et spécifiés dans le rapport de suivi environnemental 2024. Il est à noter que du bridage pour l'avifaune est aussi fonctionnel en journée sur ce parc. Il répond à une recommandation du bureau d'étude à l'issue d'un suivi.  <b>Constat : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Propreté intérieure des aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté l'absence de matériaux combustibles ou inflammables à l'intérieur des éoliennes E2, E3, E5 et E6.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Brûlage à l'air libre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, l'inspection constate une absence de brûlage à proximité des éoliennes E2, E3, E5 et E6.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Conformité balisage navigation aérienne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  Par contrôle visuel, l'inspection constate que le balisage des éoliennes est fonctionnel pour l'ensemble du parc. La synchronisation du bridage entre les machines n'a pas pu être vérifiée.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 11 : Accès aux aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les accès aux éoliennes E2, E3, E5 et E6 sont bien fermés à clés.  Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 12 : Panneau et identification mât**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence de panneaux d'identification des mâts pour les machines E2 et E3. Ces panneaux présentent des pictogrammes et des caractères qui sont lisibles. Ils sont positionnés sur le chemin d'accès des éoliennes. Sur les panneaux d'identification, sont présentes les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale</li> <li>• L'interdiction de pénétrer dans l'éolienne</li> </ul>

- Les mises en garde face aux risques d'électrocution et de chute de glace.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite